

De même que les catholiques doivent voter avec le plus grand ensemble pour M. Léon Moignon, de même, les libéraux, les hommes d'ordre, qui déplorent la situation critique, dans laquelle nous ont mis les socialistes de la Maçonnerie et du parti révolutionnaire, doivent donner leurs suffrages à un homme éminent, dont l'élection sera un honneur pour la deuxième circonscription de Tourcoing.

A cette condition seulement, nous pouvons espérer entraver le mouvement révolutionnaire.

En somme, il est nécessaire, indispensable, urgent même, de faire le sacrifice des petites convenances personnelles qui nous ont mis depuis si longtemps en état d'infériorité vis-à-vis de nos adversaires, et de s'unir tous dans l'intérêt du salut commun.

L'exemple de Roubaix doit être imité partout, sinon nous retomberons dans le gachis, et la Révolution viendra d'autant plus audacieuse et violente qu'elle aura craint un instant de se voir briser par l'unanimité de tous les honnêtes gens.

Mise au point

A différentes reprises, nous avons dit que M. Dron, comme député, avait négligé les intérêts des ouvriers, notamment lors de la discussion des retraites ouvrières. L'Avenir, selon sa coutumière façon de polémiquer, répond à côté de la question et sous la signature d'un certain Spartacus, il écrit: « On ne fera croire à personne que M. Dron a voté contre la loi des retraites. »

Présentée sous cette forme, sa déclaration toute apocryphe a cependant une apparence de vérité, car le principe de la loi sur les retraites ouvrières ayant été accepté par l'unanimité de la Chambre, M. Dron aurait eu mauvaise grâce à faire exception. Mais où il a fait défaut, c'est dans la prise en considération des nombreux amendements qui ont été présentés. Dieu, sait cependant, s'ils étaient viciés, toutes les fractions politiques en ayant émis au moins quelques-uns.

Parmi les promoteurs de projets, nous citerons les Vaillant, les Castelain, les Allemand, les Dubuisson, les Audiffret, les De Hamel, les Carnaud, les Lamire, les Massabiau, les Gusuvin, les Guillemet, les Fournier, les Mirman, etc., et pour être complet nous ajouterons que l'examen de tous ces projets n'a pas demandé moins de cinq séances.

Que chacune de ces propositions n'ait pas eu l'heur de donner satisfaction à notre Esculape, nous le comprenons aisément, mais il aurait dû trouver dans leur ensemble un projet acceptable par tout le monde. Lui, qui représentait une des régions où le sort de l'ouvrier est le plus intéressant, en regard de la grande masse des travailleurs, n'a voté aucun de ces amendements, et au lieu de présenter à son tour un projet de loi, comme on l'attendait, il s'est désintéressé de la question au grand détriment de ses électeurs.

Hélas! nous ne le dirons pas, c'est son fameux groupe qui l'a voulu, et en voici la raison. Les députés du Midi formant la majorité du groupe ministériel ont obtenu tout ce qu'ils ont désiré pour leur région; et pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier, ils mènent une cabale contre tout ce qui peut avantager le Nord. C'est ainsi qu'ils arrivent à bâillonner nos députés, et en particulier M. Dron, qui ont eu la naïveté de se solidariser avec eux.

Nous maintenons donc que M. Dron, en repoussant tous les projets au sujet des retraites ouvrières, et en se désintéressant de cette question, a failli à son devoir de représentant d'un pays essentiellement ouvrier. Nous défilons tous les Spartacus et tous les Olibrius de l'Avenir de nous donner un démenti motivé. R. V.

Canalleries I

C'est ainsi que le mal appris qui écrit dans le journal l'Avenir, qualifie la distribution des pamphlets, au moyen desquels les faits et gestes de son Seigneur-Maire, M. Dron, sont étalés au grand jour de la publicité. Aveuglé par la rage, honteux dans son impuissance, il voit des machinations partout, et chose vraiment risible, il va même jusqu'à laisser entendre que l'U. S. P. a signé un pacte avec Desalle et les Socialistes.

Faut-il que ces gens là aient la fronsse, faut-il qu'ils se sentent perdus pour oser émettre de pareilles énormités?

Il y a entre le programme du parti socialiste et le nôtre un fossé que nous ne franchirons jamais, parce que nous avons la prétention de ne rien sacrifier de nos légitimes aspirations.

Il est vrai qu'en examinant blon les deux programmes, il est une question qui nous est commune, ne soit les socialistes, c'est la question ouvrière.

Mais combien nous différons avec eux sur le choix des moyens à employer pour arriver à donner aux Ouvriers français la plus grande somme de bien être possible.

Si les socialistes font la guerre au patronat, s'ils ont recours aux grèves, s'ils portent atteinte à la liberté du travail, que désirons-nous? Nous conseillons aux ouvriers de ne pas interrompre brutalement le travail, de soumettre leur desiderata au patron, et de ne pas se mettre en grève avant d'avoir obtenu que leurs revendications sont acceptables, et justifiées. Dans ce dernier cas, il arrivera rarement, pour ne pas dire jamais, que le patron fera la moindre concession.

Quant au programme de M. Dron, quel est-il? Il lui serait difficile de le dire, car il n'en a pas, ou plutôt il en a plusieurs dont il se sert suivant les circonstances. Tantôt son programme confine au socialisme, quand par exemple il conseille la guerre; tantôt il s'élève au-dessus, quand il demande aux ouvriers de reprendre le travail. Ce sont là, me diriez-vous; deux conduites bien différentes. J'en conviens, et cependant, il s'en est servi à quelques jours d'intervalle. En effet, quand il a eu besoin des voix des ouvriers pour décrocher les quelques millions de francs d'indemnité alloués à celui qui remplissait les fonctions de Maire à Tourcoing, il a fait les travailleurs, il les a encouragés à quitter la grève chez Tiberghein; c'est son programme n° 1. Aussitôt qu'il fut élu, il lâcha tout ces malheureux ouvriers qu'il avait trompés, il leur fit signer avec des gestes de comédien qu'il

n'y avait rien à faire et que le mieux pour eux était de reprendre le travail; il se servit donc, dans cette circonstance, de son programme n° 2.

« Eh bien, o pndibond Avenir! Quels sont les plus canalliers? On bien M. Dron et ses amis qui se moquent des ouvriers, les trompent, les bercent, les trahissent honteusement, on bien nous, adhérents à l'U. S. P., qui donnons aux travailleurs honnêtes des conseils que nous croyons les meilleurs, et qui ne varions pas dans notre ligne de conduite. Vous ne répondez pas, nous le savons, à cette question embarrassante; mais les ouvriers ne s'y tromperont pas, et ils ne se laisseront plus prendre à vos faux airs de Redresseurs de torts; ils se souviendront de la conduite lâche de votre ami dans une question qui les intéressait directement, et ils sauront que s'il est un parti qui cultive la calomnie, la médisance, la canallerie, c'est bien celui de l'ex-Député M. Dron. »

Nécrologie

C'est avec la plus vive émotion que nous avons appris, samedi dernier, la mort à l'âge de 63 ans, de Mme Charles Tiberghein-Lepoutre. Ses funérailles ont eu lieu Mercredi dernier, en l'Eglise St-Christophe, au milieu d'une affluence considérable, qui avait tenu à rendre un respectueux hommage à cette femme de bien.

Enlevée presque subitement à l'affection des siens, lorsque l'on était heureux déjà, de penser à son rétablissement complet d'une grave maladie, elle laisse derrière elle, toute une vie de labeur et de probité exemplaire.

Ce qu'il convient surtout de louer en Mme Ch. Tiberghein, c'est la bonté de son cœur, qui la rendait accessible à toutes les misères et qui la trouvait toujours prête à leur apporter un soulagement. — Femme d'une grande modestie et d'une grande piété, elle était la bienfaitrice de tous les bons œuvres de la ville; ses charités intimes étaient considérables et seules, ceux qui ont eu recours à elle dans les moments difficiles, savent qu'elle était sa générosité, et combien elle se montrait compatissante et généreuse.

Cette femme de bien emporte l'estime générale, et les regrets de si nombreuses familles qui trouvaient toujours en elle une âme compatissante à leurs souffrances et un appui efficace dans les heures difficiles.

Nous présentons en cette douloureuse circonstance, à Mr Ch. Tiberghein et à toute sa famille, nos plus vives condoléances pour la perte irréparable qu'ils viennent d'éprouver.

NEUVILLE-EN-FERRAIN

Stand du Fraoc-Tivert, tenu par E. Lamartine, Dimanche 30 et Lundi 31 Mars, (Fêtes de Pâques) Grand Tir aux Pigeons au poste. 425 francs de prix en espèces. La mise est fixée à 5 francs.

MOUVAUX

Nous détachons du Journal de Roubaix de jeudi dernier l'information suivante:

« IL N'EST BRUIT ici que de la démission un peu forcée d'un conseiller municipal qui, assure-t-on, n'était même pas, lors de son élection, dans les conditions d'éligibilité prévues par la loi. Nous attendrons, pour être plus explicite, que le document officiel ait été rendu public, mais il peut paraître étrange qu'il ait fallu deux ans pour percevoir qu'un conseiller municipal n'avait pas le droit de siéger au sein de l'assemblée communale. »

Nous étions parfaitement au courant de ce fait que nous tenions secret jusqu'à plus ample informé. — Nous pouvions même demander à M. Vincent si dans le but-clos tenu après la dernière du Conseil municipal, Monsieur le Maire n'a pas donné lecture à ses collègues du conseil de la lettre préfectorale l'avisant de cette situation illégale?

En attendant de prendre toutes les mesures que comporte une telle iniquité, nous nous associons pleinement à la critique pondérée, mais juste de notre confrère du Journal de Roubaix, et nous ajoutons honteusement qu'il est indigne de la part d'un homme qui occupe la place de maire d'une cité de 6000 habitants de couvrir de tels individus.

Nous laissons volontiers le maire de Mouvaux en compagnie si distinguée de...

G. DEKIE.

Pont-de-Marcq Association Populaire et Charitable

Lundi 17 Mars, à un lieu au hameau du Pont de Marcq, à l'estaminet « Au Bon Vivant », tenu par M. Pluquet, une conférence sous les auspices de l'Association Populaire et Charitable de Marcq en Barœul.

L'association avait fait appel au concours de l'éminent Docteur Faidherbe de Roubaix.

La conférence a commencé à huit heures et demie, devant un public exclusivement ouvrier, qui garnissait entièrement la salle. Étaient présents, MM. Robert Fontaine, Honoré et Vanderbroève, vice-présidents des diverses sections de l'A. P., et C.

Le sujet choisi par le conférencier, était « le patriotisme et les associations populaires d'autrefois, par rapport aux associations ouvrières modernes. »

Pour donner aux ouvriers, une idée du patriotisme dans les Flandres, M. le Docteur Faidherbe a retracé rapidement l'histoire des croisades, où un seigneur du pays, Godefroy de Bouillon, comte de Flandre, s'est créé une gloire immortelle, il a ensuite rappelé les faits qui ont précédé la bataille de Bouvines en 1214, où Philippe Auguste, aidé de la noblesse, dont le fameux Gauthier de Chatillon, fit aussi appel au concours du peuple, on se servait des compagnies d'archers qui lui firent d'ac si grand secours pour vaincre Othon IV de Bavière et la coalition dirigée contre la France.

C'est, dit le conférencier, cette alliance de Nobles et du paysan qui l'a dû de sauvegarder l'indépendance de la France, et cet exemple n'est pas le seul, toutes les fois dans l'histoire que les classes se sont rapprochées, il en est résulté plus de grandeur pour notre pays, chaque fois un contraire que l'harmonie indispensable du riche et de l'ouvrier a été rompue, il s'en est suivi un affaiblissement général et un surplus de souffrance pour tout le monde.

Le conférencier après avoir narré quelques traits de la vie de Jeanne de Flandre, l'héroïne Flamande, en arrive ensuite aux guerres des Flandres, au cours desquelles eut lieu la célèbre

bataille de Courtray, dite bataille des éperons d'or dont s'orgueillissent à tort les Belges Flamandants.

C'est en effet, nous a dit le conférencier, ce sont les Flandres comme une guerre de nationalité, c'est plutôt une sorte de guerre civile. Les communes Flamandes, jalouses de leurs richesses et de leurs franchises, firent la guerre aux nobles dont ils repoussaient les entreprises.

On est encore actuellement très divisé en Belgique sur le véritable esprit de ces guerres; cependant, l'équivoque n'est guère possible. C'était bien d'un côté les ouvriers Flamands de Gand et de Bruges, sous les ordres d'Arlevede et de l'autre côté les Nobles, commandés par le roi de France.

La bataille de Grosingue et de Conrtray et plus tard la bataille d'Arlebecke furent donc des faits d'une guerre civile et non d'une guerre nationale.

La Flandre passe ensuite sous la domination Espagnole et elle reste sous les cravates du duc D'Albe et de ses successeurs jusqu'en 1807, époque où Louis XIV la réunit à la France.

Depuis cette époque, notre pays n'a plus cessé d'appartenir à la France. Après la bataille de Malplaquet, Lille subit un premier siège sous Louis XIV mais le brave maréchal de Boufflers la défend et elle ne se rend pas, la victoire de Denain gagnée par le Maréchal Villars sur le Prince Eugène et Malborough sauve encore la France.

En 1870, nouveau siège de Lille et admirable défense des habitants de cette ville, puis, plus tard, après les campagnes glorieuses de l'Empire, la chute de Napoléon, 1814, l'occupation Anglo-Saxonne et toutes les horreurs et humiliations des vaincus.

En 1870, notre Pays est épargné, les Prussiens ne viennent pas dans nos Flandres, mais notre contrée si Française subit une grande part de sacrifices et de douleurs nationales.

Après cette péroration, l'honorable conférencier revient aux organisations ouvrières du moyen âge, appelées corporations.

Il démontre que l'organisation de ces corporations était parfaite, et protégeait à la fois l'artisan, l'ouvrier et l'acheteur, car la qualité des produits était garantie par la corporation elle-même. Ces corporations ne se bornaient pas seulement à surveiller l'apprentissage des ouvriers, elles étendaient leur action bien au-delà de la question ouvrière pure et simple.

D'après l'éminent conférencier, il n'existait pas de corporation qui n'eût son hôpital, hospice ou léproserie et l'établissement et les frais d'entretien de ces établissements étaient pris sur les bénéfices des corporations. C'était en quelque sorte des syndicats ouvriers, dont l'action était moins agressive, mais plus vraiment populiste que nos syndicats d'aujourd'hui.

Plus tard, les corporations obtinrent la permission de lever un droit sur les moulins à blé et à huile qui garnissaient les environs de Lille, c'était l'époque où ces associations firent le plus prospères.

La Révolution de 89, en renversant tout ce qui représentait à ses yeux l'ancien régime, sacrifia les corporations comme le reste, et est curieux de constater, que c'est la convention qui éleva aux ouvriers le droit de s'associer, droit qui ne leur fut rendu que 60 ans après.

L'orateur démontre ensuite que sous tous les gouvernements, le pouvoir a du compter avec les associations ouvrières, et que ces associations sont un grand bien quand elles ne s'inspirent pas des théories créées de la lutte des classes, et de l'antipatriotisme.

Les patrons et les ouvriers doivent créer des associations dans le genre de celles de Marcq-en-Barœul, où riches et pauvres, peuvent se rapprocher pour mieux se connaître et mieux s'apprécier, où les malheureux trouvent dans la Solidarité un appui et un soulagement à leurs maux, et où enfin la concorde régnera au plus grand profit de tous.

Cette conférence a été vivement applaudie par les assistants, et après une courte allocution du Président, la séance a été levée à 9 heures 10. SALOMON.

ROUBAIX

A l'assistance publique

Les journaux révolutionnaires locaux se sont donné beaucoup de mal la semaine dernière, pour persuader aux ouvriers que M. Eugène Motte était leur plus grand ennemi.

Nous avons déjà répondu aux tartufferies socialistes, au sujet du renvoi des assommoirs de l'ébonage et autres parasites, conteurs et inutiles, donc, nous ne reviendrons pas pour le moment sur cette affaire. Aussi bien, nous constatons que malgré leurs canalleries intéressées, les feuilles guesdistes ou millerandistes ne sont plus suivies que par un petit nombre de fâcheux, pauvres ouvriers, pour la plupart complètement illettrés, et pour lesquels les récits les plus fantastiques du Travailleur et de l'Égalité sont toujours acceptés comme des vérités révélées.

Mais, ô l'hypocrisie, le mensonge impudent et la mauvaise foi collectiviste se montrent dans toute leur audace, c'est quand ces feuilles mentent sur le docteur de la non-ville administration, les faits et les méfaits qu'ils reprochent à l'inspection laïque de l'Assistance publique.

Cette inspection a été créée, à l'instigation des anticléricaux, sous l'administration du citoyen Carrette, elle était destinée depuis longtemps par tous les révolutionnaires et les ennemis des religieuses, et elle a été saluée par eux, comme un commencement de laïcisation.

On a d'abord prétendu que l'inspecteur laïque serait chargé exclusivement du service des garnis et des quartiers mal famés, où des religieuses ne peuvent s'aventurer sans danger; mais, de n'était qu'une hypocrisie de plus pour dissimuler le but véritable de cette laïcisation déguisée.

C'est ainsi que les radicaux ont procédé à Tourcoing. Aller demander aux pauvres de cette ville ce qu'ils pensent de la substitution des inspecteurs, aux religieuses qui faisaient auparavant ce service.

C'est de la même façon qu'on a voulu opérer à Roubaix; malheureusement pour les révolutionnaires, la mesure a produit ici l'effet contraire de ce qu'ils espéraient.

S'il est exact comme l'assure l'Égalité, que l'inspecteur de l'Assistance publique se montre d'une exigence, d'une dureté inconcevable vis à

vis du monde paillard, s'il est exact qu'il procède dans tous les quartiers à de véritables rafles de cartes de secours; s'il est exact qu'il pénètre dans les maisons en maître, en un mot, s'il est vrai que cet idiotie a soulevé dans le monde des assistés d'un mécontentement général, les laïcitateurs radicaux et socialistes n'ont qu'à accuser eux-mêmes de la mesure idiote et stupide qu'ils ont voulu prendre contre les religieuses de l'Assistance publique.

Il faut toute l'hypocrisie des feuilles socialistes pour vouloir tourner ce mécontentement des ouvriers contre M. Motte qui n'en peut mais, et qui ignore complètement ces choses. C'est à eux mêmes que les collectivistes devraient s'en prendre; car l'inspection laïque des assistés est leur œuvre, ils ont voulu chasser les religieuses, ou du moins leur-ot toute fonction au bureau de bienfaisance, et voici que les ouvriers socialistes eux-mêmes réclament des religieuses dont la politesse, la bonté et la douceur fait un singulier contraste avec la brutalité ordinaire des inspecteurs laïques de Roubaix, de Tourcoing et autres lieux.

On a espéré faire quelque chose contre les sœurs, on en veut à ces admirables filles de leur popularité parmi les malheureux, et la réforme collectiviste n'a réussi qu'à faire apprécier d'avantage leur dévouement sans bornes. Dans tous les quartiers pauvres de la ville, on les accueille maintenant avec plus de bienveillance encore qu'autrefois, et ceux-là même qui avaient contre elles des préventions injustes, reconnaissent aujourd'hui leur erreur, et ils se rendent parfaitement compte qu'une laïcisation générale serait l'encapitalisation des pauvres diables, pour qui les religieuses n'ont jamais que des paroles de consolation et de pitié.

Les journaux socialistes savent parfaitement cela, mais leur mépris, étant de salir tout ce qu'il y a de respectable, ils accomplissent leur tâche la plus consciencieusement possible.

L'anniversaire de la Commune et les internationalistes

Le citoyen Jules Guesde est venu à Roubaix, Dimanche 16 Mars, comme il en a pris l'habitude, depuis nombre d'années, pour fêter en compagnie des collectivistes de la Paix, l'anniversaire de la Commune de Paris.

Pour corser la cérémonie, M. Jules Guesde s'était fait accompagner cette fois, du Député socialiste Vaillant, qui a été mêlé personnellement au mouvement insurrectionnel du 18 Mars 1871.

Les divers exercices auxquels se sont livrés à la Paix et ailleurs M. Jules Guesde et ses amis, sont identiques à ceux de l'année dernière, et se sont probablement les mêmes l'année prochaine; donc, il n'y a pas lieu ici de nous y arrêter.

Comme d'habitude, une manifestation très maigre a été organisée à la gare; des discours très copieux ont été prononcés, et un punch non moins copieux, a terminé très pacifiquement cette journée très révolutionnaire. Notons cependant, que dans un de ses discours, M. Jules Guesde a qualifié de « déserteur » le citoyen Carrette, l'ex « vieux lutteur » de la Sociale.

Tout cela n'a, il est vrai, qu'une importance très relative, mais, où les collectivistes de la Paix nous semblent manquer complètement de logique, c'est quand nous les voyons fêter, en internationalistes, l'anniversaire d'un mouvement populaire qui est l'expression du patriotisme exagéré.

En effet, la plupart des membres de la Commune étaient des nationalistes révolutionnaires, des patriotes qui ne voulaient pas accepter la paix telle qu'elle nous était imposée.

Quel a fait la Commune si ce n'est Blanqui et les siens, Rochefort, etc.

Le directeur de l'Intransigeant n'est cependant pas un ami pour les sans patrie de la Paix et du P. O. F., et voici comment, dans une lettre publiée récemment, il jugeait les événements de 1871.

Bien chers amis et compagnons de luttés, Plus nous avançons dans la vie et dans la politique, plus nous nous apercevons que le gouvernement du Dix-Huit Mars est peut-être le seul honnête que la France ait jamais eu. Thiers lui-même l'a qualifié d'« explosion du patriotisme exaspéré », et il est certain que s'il avait duré, Bismarck aurait fini au poteau de Satory, non sous le ciel d'Espagne, et Dreyfus ne promènerait pas insolètement à travers la France et l'étranger sa trahison, dont il se fait des rentes.

En tout cas, ce n'est pas de corruption, de chantage et d'esroquerie qu'il a vécu, et les socialistes qui en faisaient partie n'ont jamais songé à se faire nommer barons par l'empereur d'Autriche.

Elle est vraiment bien défendue, la République, par ces anciens conservateurs et opportunistes qui, aujourd'hui, nous traitent de Césarisme, alors que Méstreur, ancien ministre et vice-président de la Chambre, annonce publiquement que si lui et ses acolytes restaient sur le carreau aux élections prochaines, la nouvelle Chambre serait dissoute par Waldeck, qui gouvernerait sans elle: ce qui serait une ample reproduction de Deux-Décembre.

Comment après cela expliquer que des internationalistes fêtent ce souvenir comme un souvenir sacré. La plupart des victimes de la Commune si elles pouvaient revenir, n'auraient que du mépris pour les internationalistes Roubaixiens, qui injurient chaque jour la Patrie qu'ils voulaient sauver malgré tout, et pour laquelle ils sont morts.

Ce n'est pas au cri de: « A bas la Patrie » que les fédérés de 1871 créèrent la Commune, mais bien au cri de: « guerre à outrance. »

Mais, aller expliquer cela aux Van Waerebeck, aux Valtremex et autres, deml belges ou naturalisés de la Paix; ces gens, Français par un pur hasard, ne connaissent et ne ressentent rien de nos traditions, et, pour eux, être Français, Prussien ou Anglais c'est la même chose.

Nés sans Patrie, ils mourront sans Patrie, et les morts de 1871 dont ils se réclament ne seraient pour eux que de vulgaires patriotes, des colporteurs ou autres réactionnaires.

Et cependant, nous ne voyons pas bien Van Waerebeck et autres farceurs collectivistes mourir sur une barricade, comme l'on lait ceux de 1871, ceux qui étaient encore patriotes bien que révolutionnaires.

Bon exemple à suivre.

Quand Adam rompt, pour une pomme, Avec le Dieu que nous servons, Pour le Congo l'on peut, en semine, Rompre avec les autres savons. Dix parliennes, ou parliemur Vaissier.

CROIX

Où est l'argent ?

Pour la quatrième fois nous posons au citoyen Desbarbieux, maire de Croix, la question suivante:

Quel a été l'emploi de la somme de plus de onze mille francs dépensée par lui en 1901 pour l'assistance médicale gratuite?

A nos Amis

Notre sympathique ami et ex-collaborateur M. Henri Bouche, vient de faire paraître un recueil de chansons et récits anti-collectivistes, dans lesquels la bande cosmopolite est fustigée et ridiculisée de toutes façons.

Nous engageons nos amis à se procurer ce recueil intéressant, qui est en vente pour le prix de 0,50 chez l'auteur, 48, Contour Saint-Pierre à Croix. S'adresser également à MM. Dubourg et Deleu.

L'histoire d'une candidature

Nous avons depuis un an, démasqué dans ces colonnes tant de ridicules, tant de sottises et tant de fautes du citoyen Maire de Croix, que nous nous étions enfin disposés à déposer un instant la plume, las de fustiger cet exploitateur politique.

Les électeurs de Croix, quels qu'ils soient, sont pour ainsi dire saturés de scandales, et ils ont tous, sauf quelques puritains imbéciles qui continuent à se vautrer aux pieds de Desbarbieux, jugé le personnage à sa très juste valeur.

Avec les élections municipales prochaines, le maire de Croix rentrera dans l'oubli ou l'indifférent mépris, car, s'il a conservé l'espoir fou de se faire réélire, le verdict des électeurs se chargera de le rappeler au juste sentiment des citoyens.

Mais, la providence des journalistes veillait sur nous, et au moment où nous nous disposions à mépriser en silence le méprisable Desbarbieux, elle a mis sur notre chemin un ami lointain, qui nous a offert le document que voici, et que nous offrons aux méditations de nos lecteurs:

Vendredi 14 Mars 1902

Mon cher Alexandre,

Je t'ai conté, ce matin, à la gare de Croix, que notre illustre sire Desbarbieux, qui s'est jadis appelé l'ingénieur et aussi les quatre sous de ma... (yeu) et qui s'est toujours cru le premier moutardier de France et de Navarre m'avait, souvenues fois, manifesté son ambition de brigner le mandat législatif.

Je vois encore ta bedaine tressauter de joie à l'annonce de cette absurdité venant d'un illettré notoire, et tu es l'air de croire que je te servais, à l'avance, un phéromène poisson d'Avril.

Comme j'entends justifier ma narration, savourez-moi donc ce stupéfiant manuscrit que j'ai conservé comme bien d'autres témoignages d'une incommensurable bêtise. Et dis-moi, après cela, si le dindon n'a pas toutes ses plumes.

MEMORANDUM

Entreprises de toitures en tous genres. GROIX, le 14 Juin 1900. Florimond DESBARBIEUX, Rue de l'Amiral Courbet ou rue de l'Épée prolongée. Imp. Fl. Descolombier. Citoyen Guyot

« Remettre à mon garçon le calpin que j'ai laissé sur mon bureau au matin. Vois aussi Dujardin pour voir pour faire une réunion de la commission du Parti et faite faire par Bérusd couvoigné les groupes en envoyant les circulaires au siculo rédiger avec Dujardin. Donner aussi à mon fils le papier pour Victor. »

« Il m'a venue une idée que j'en aie pas parler devant l'autre qui trouve toujours à redire à tout. Tu verras je l'expliquerai ça. C'est qu'on pourrait arriver à mon idée il laudra tous les jours faire paraître un article dans l'Égalité toujours, parler du citoyen maire et du citoyen Desbarbieux, etc. etc. et pour les élections au Conseil d'arrondissement je me représenterais. Si je suis nommé je poserais aussi ma candidature pour député en 1902. Tu verras l'explication du système que c'est possible d'y arriver. Si les guesdards ils disent quelque chose on se général pas pour faire taire. En faisant toujours parler de moi aux électeurs ils seront toujours en attention. Je ferais les articles pour retoucher après. Tu verras j'ai mon idée. »

« Tache de voir si on pourrait pas trouver un moyen de faire une nouvelle élection pour la Makellerie à cause de mon optation j'en ferais nommer Roy sans s'occuper de l'autre. Ça marchera si je veux comme ça. »

« Faire prévenir mes gardes de venir demain à 8 heures 1/2. J'ai besoin ailleurs. »

« N'oublie pas Béraud pour convoquer les groupes et la circulaire. No dite rien à Rupert ça serait enor des menoules avec lui. »

Saluts fraternel

Fd. Desbarbieux.

(Absolument authentique)

Ce texte abracadabrant empil' lo recto et le verso d'un memorandum que j'ai en mains. J'en ai d'autres!!!

Tu vois maintenant que ce n'est pas une formidable blague que j'ai voulu t'offrir sur un plat d'Avril. Ce monstrueux autographe n'est pourtant pas encore la plus belle trouvaille du sire ingénieur qui, décidément, excelle dans le genre pharmanieux.

Mais une explication s'impose, pour toi qui n'es pas habitant de la commune de Croix. Le premier qualificatif l'autre qu'emploie notre puiffale désigne le pantin laquin aux fromages qui tire l'âne par la bride, malgré les brisements de protestation de celui-ci. Le second l'autre, s'applique à un ex-conseiller non réélu nommé Dejaeger, qui n'était pas tout à fait apte au rôle de brosser de Florimond; d'où son exécution sans phrases, par son Omnipotence Desbarbieux qui prétend avoir tout le monde prosterné à ses pieds.

Le terme guesdard est décerné aux bonshommes qui réymbent sous la courbache du dompteur, mais qui, en définitive deviennent assomplis comme des gants quand le Maître fait les yeux de Croquetmoulin. Ce sont ces bonshommes qui jouent les vertueux, les Saint-Just au Conseil Municipal et ailleurs.

Maintenant, admire ce mes gardes et rapproche cela des terreurs qu'inspirent les menoules de Rupert l'Éris Menoules comme notre académicien crotteleur!

Pour pen que tu désires te désopiler la rate et désopiler celles de tes amis et connaissances (comme on dit), j'ai encore de quoi faire rire; mais, au moins, fais-moi le plaisir, dorsnavant,